

# PAYS DE SAVOIE

RÉGION

## Généralisation de la RSE d'ici cinq ans

Les plus grandes entreprises de la région Rhône-Alpes vont devoir prendre des engagements de développement durable. Selon les commissaires aux comptes, la RSE va s'imposer par la loi.

Dans le monde du business, le sigle RSE est le terme en vogue. Derrière ce mot devenu trivial, se cache la Responsabilité sociale des entreprises (RSE). Au-delà des seuls profits, les sociétés doivent s'interroger sur leur impact environnemental et leur relation à leurs propres salariés, dans une démarche éthique et durable.

Aujourd'hui, cet engagement vertueux des dirigeants se base totalement sur le volontariat des chefs d'entreprise, sauf pour les plus grosses sociétés françaises cotées en Bourse. À l'horizon 2025-2027, la RSE va s'imposer par la loi à toutes les entreprises de plus de 250 salariés et 40 millions d'euros de chiffre d'affaires. « On est aujourd'hui à potentiellement 10 000 entreprises en France intéressées par la RSE, demain par la loi, ce seront 50 000 entreprises », indique Lilian Rubin-Delançy, vice-président de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes (CRCC), lors des universités d'été de la profession qui se sont tenues ce jeudi 22 et vendredi 23 septembre à Chambéry.

RSE reste encore en partie subjective. « Il n'existe pas de cadre légal qui définit les critères, de manière objective, pour l'ensemble des entreprises », confirme Philippe Machon, le président de la CRCC. Le risque est donc d'assimiler la démarche RSE à du « greenwashing », c'est-à-dire à du marketing écologique.

Mais la profession des Commissaires aux comptes se forme pour accompagner ses clients, dans les audits et la certification de certains engagements. « Sans juger de l'opportunité du choix des critères, les confrères auront pour objectif de s'assurer que les engagements qui sont pris sont les bons. Il faut que les critères soient adaptés à la nature de l'entreprise », commente Philippe Machon.

« Demain, c'est un acte fondamental à la survie de l'entreprise »

Encore gadget pour certains directeurs d'entreprise, la RSE est vu par d'autres comme une démarche fondamentale. Lors de ses universités d'été, Philippe Machon affirme avoir été marqué par les propos tenus par Eric Bouchet, le directeur général de Botanic : « Demain, c'est un acte fondamental à la survie de l'entreprise ».

Cet engagement des sociétés dans le développement durable est très clairement lié à l'évolution des modes de consommation, où cer-



Lilian Rubin-Delançy et Philippe Machon, vice-président et président de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes Dauphiné-Savoie. Photo Le DLS/K.

tains clients deviennent plus regardants sur la provenance ou les processus de production. « Demain, est-ce que les entreprises captureront toujours les clients avec un produit et un prix ? » interroge Lilian Rubin-Delançy.

Ainsi, à travers une approche respectueuse des hommes et de la nature, se joue évidemment la notoriété d'une marque, mais peut-être demain, la valeur capitalistique de l'entreprise. S'il est encore trop tôt pour affirmer ce lien et à quelle échéance, avec l'évolution des consciences, l'ambition pour les commissaires aux comptes est d'accompagner leurs clients dans des actes socialement responsables.

Sébastien VOINOT

### REPÈRES

#### La CRCC en chiffres

La Compagnie régionale des commissaires aux comptes (CRCC) Dauphiné-Savoie regroupe les professionnels de cinq départements : Hautes-Alpes, Drôme, Isère, Savoie et Haute-Savoie. L'ensemble des études représente 428 confrères, qui examinent les comptes de 9 000 entreprises ou associations (touchant plus de 150 000 euros de subventions). Les commissaires aux comptes du Dauphiné et des Savoie auditeront un total cumulé de 81 milliards d'euros de chiffre d'affaires pour 268 000 salariés.

### Comprendre la RSE en trois niveaux de gradation

Sans passer par un organisme de labellisation, certaines entreprises ont déjà mis en place des actions de développement durable. Au-delà de ce que la législation impose, elles se sont interrogées sur leurs rejets pour mieux les traiter. Elles peuvent avoir développé des énergies renouvelables avec des panneaux solaires sur leur toit. D'autres vont prioriser une relation particulière avec leurs salariés par une prime en compte spécifique des ressources humaines. Il s'agit d'un début de démarche RSE, même s'il n'est pas forcément nommé.

Le deuxième niveau est plus formel. Il implique une démarche volontaire qui s'appuie sur la validation d'un certain nombre de critères, qui peuvent rentrer dans une certification de type ISO 26 000. Cette ambition nécessite pour les entreprises de dégager du temps et des moyens pour mener une démarche RSE. Enfin, le niveau ultime, sorte de finalité, est de modifier l'objet de l'entreprise en devenant une société à mission. Cela nécessite une démarche globale pour modifier ses statuts et sa raison d'être, impliquant des engagements avec les clients, les fournisseurs, les partenaires et le personnel.

VALLÉE DE L'ARVE

## Bruno Le Maire apporte son soutien aux industriels



Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, et Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'Industrie, se sont rendus dans la vallée de l'Arve pour rencontrer les acteurs du secteur du décolletage. Photo Le DLS/REG YETCHMENIZIA.

« L'État sera derrière le décolletage de la vallée de l'Arve et derrière tous les industriels qui doivent se diversifier ». Ce vendredi 23 septembre, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, accompagné de Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'Industrie, se sont rendus en Haute-Savoie.

El c'est à Marnaz, au sein de l'entreprise Bontiaz, que le ministre a démarré sa visite. Figurant parmi les leaders mondiaux des fonctions hydrauliques dans l'automobile, l'équipementier reste un exemple puisque le groupe s'est déjà engagé dans la voie de la diversification avec la fabrication de pièces pour vélos et véhicules électriques.

Mais tous n'ont pas encore pu prendre ce virage et de nombreux sous-traitants restent en danger alors que la fin de la vente de véhicules thermiques pour 2035 avance à grands pas et s'implique une transformation profonde de la filière. Une filière qui, pour rappel, représente plus de 20 000 emplois et 20 % de la richesse du département. Un défi de taille mais qui n'arrive pas seul, accentué par les autres crises qui secouent la filière comme la hausse du coût de l'énergie.

Le ministre s'est donc voulu à l'écoute en échangeant autour d'une table ronde avec des acteurs économiques et les élus du territoire sur ces enjeux et les pistes gouvernementales pour y remédier : « On fera tout pour éviter une catastrophe ».

enjeux et les pistes gouvernementales pour y remédier : « On fera tout pour éviter une catastrophe ».

#### Se diversifier mais aussi former

Le ministre a ainsi voulu rassurer les troupes « pour lutter contre le défaitisme ambiant qui règne en France », en assurant de son soutien pour accompagner dans la durée les transformations profondes et rapides de la filière. Il a ainsi annoncé les lauréats de la première relève de l'appel à projets "Soutien aux projets de diversification des sous-traitants de filière automobile", lancé par le gouvernement dans le cadre du plan France 2030. À la clé, une enveloppe de 45 millions d'euros pour 46 lauréats parmi 115 dossiers déposés sur le territoire national. La Région Auvergne-Rhône-Alpes reste la plus représentée avec 19 projets soutenus dont plus de la moitié est située dans la vallée de l'Arve.

Mais difficile d'envisager le futur sans évoquer un autre défi, celui du manque de main-d'œuvre ou de la fuite des talents vers la Suisse voisine. Les ministres ont ainsi poursuivi leur visite à Thyez, au centre de formation des apprentis à l'industrie.

Justine TRILLAT

RETROUVEZ LA VIDÉO SUR ledauphine.com

HAUTE-SAVOIE

## Mondiaux de cyclisme : les parlementaires de la majorité réjouis mais vigilants



C'est avec prudence que les députés de la majorité présidentielle célèbrent l'attribution des mondiaux 2027 à la France. Ils disent vouloir veiller de près à ce que les équipements (ici le vélodrome de Genève) répondent notamment aux exigences d'excellence environnementale. Photo Le DLS/Sébastien COLSON

En réaction à l'attribution à la Haute-Savoie de l'organisation des championnats du monde de cyclisme 2027, les députés de la majorité présidentielle Véronique Biotton, Antoine Armand, Anne-Cécile Violland et Xavier Roseven « saluent la désignation de la France, à travers la Haute-Savoie, comme terre d'accueil des championnats du monde de cyclisme en 2027 ».

Mais, parce qu'il y en a un, ils ne versent pas dans une adhésion aveugle au projet porté par le conseil départemental de la Haute-Savoie. Ainsi quand ils évoquent « cet événement mondial, qui

met à l'honneur un sport pratiqué et apprécié par les Haut-Savoyards », ils prennent soin de mettre un « peut-être » avant d'y voir une « chance pour notre département, son rayonnement et la valorisation du sport dans notre société ».

#### Déterminer si de nouveaux équipements sont nécessaires

Une nouvelle fois, en filigrane, l'épineux sujet du Vlodorome les amène à la prudence et à se poser en vigie. « Il s'agit maintenant de déterminer si de nouveaux équipements sont nécessaires pour ac-

cueillir l'événement et si oui, lesquels. Ces besoins seront définis dans les prochains mois... À l'heure de la sobriété énergétique, de la transition écologique et de la protection de la biodiversité, de nouveaux équipements ne peuvent être qu'au plus haut niveau d'excellence environnementale. Ils devront aussi être utiles durablement à toute la population, en répondant aux différentes pratiques sportives. Associés au pilotage de ces championnats, et notamment en lien constant avec le ministère des Sports, les parlementaires de la majorité y veilleront. »

## Haute-Savoie : participez à notre étude lecteurs

Dans le cadre d'une étude lecteurs, en partenariat avec Ipsos, nous recherchons des acheteurs au nom du Dauphiné Libéré pour recueillir vos avis et suggestions concernant le quotidien et son évolution. Si vous êtes intéressé(e), merci de contacter rapidement Sylvie A. en composant le 06 20 64 43 19. En remerciement de votre participation, nous aurons le plaisir de vous remettre un chèque cadeau d'une valeur de 50 €.

merci de contacter rapidement Sylvie A. en composant le 06 20 64 43 19. En remerciement de votre participation, nous aurons le plaisir de vous remettre un chèque cadeau d'une valeur de 50 €. Votre avis est précieux !

**les journées transfrontalières**

EXPOSANTS / CONFÉRENCES / RÉSEAUX ANIMATIONS / TABLES RONDES

18<sup>e</sup> ÉDITION

FISCALITÉ RETRAITE ASSURANCES EMPLOI TRANSPORTS FORMATION TOURISME

VEN 7 ET SAM 8 OCT 2022

